



Partout dans le monde, des forces se lèvent pour la paix et l'arrêt des massacres. En Israël, le gouvernement Netanyahou fait face à une mobilisation d'une très large partie de la société pour stopper la guerre.

Le temps n'est plus aux déclarations et aux remontrances sans sanction.

La France doit reconnaître maintenant et sans condition l'État de Palestine dans les frontières de 1967 pour préserver la perspective de deux États vivant côte à côte dans la sécurité et le respect mutuel de leurs droits.

Nous appelons à un cessez-le-feu, à la libération des otages israéliens et des prisonniers politiques palestiniens, à la fin de colonisation et de l'occupation.

La France doit peser de tout son poids pour stopper la famine à Gaza, imposer un embargo sur les armes et sanctionner le gouvernement de Benyamin Netanyahou par tous moyens, à commencer par la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël, puisque son article 2 sur le respect des droits humains n'est pas respecté.

Il est plus que temps pour la France d'agir, il est déjà bien tard.

Dans le cadre de la journée internationale de la paix du 21 septembre, marchons pour la reconnaissance de l'État palestinien et l'arrêt immédiat du génocide en cours.

Premiers signataires: Gregory Benzekry, collectif Golem; Sophie Binet, Secrétaire générale de la Confédération générale du travail (CGT); Caroline Chevé, Secrétaire nationale de la Fédération syndicale unitaire (FSU); Olivier Faure, Premier secrétaire du Parti socialiste (PS); Pascal Lederer et Olivier Gebuhrer, co-animateurs d'Une autre voix juive (UAVJ); Roland Nivet, Porte-parole national du Mouvement de la Paix; Fabien Roussel, Secrétaire national du Parti communiste français (PCF); Claude Sarcey, co-président de l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide (UJRE); François Sauterey, co-président et Renée Le Mignot, Présidente honoraire du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP); Marine Tondelier, Secrétaire nationale Les écologistes; Nathalie Tehio, Présidente de la Ligue des droits de l'Homme (LDH); Anne Tuaillon, Présidente de l'Association France Palestine solidarité (AFPS).





